

MEXIQUE

Voyage au cœur de la « quatrième transformation »

« Miser sur l'autonomie individuelle et collective. (...)
Laisser pourrir ce qui pourrit et préparer les vendanges.
Tel est le principe alchimique qui préside à
la transmutation de la société marchande en société vivante⁽¹⁾. »
Raoul Vaneigem

Quatre ans après l'investiture d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) comme premier Président de gauche du XXI^e siècle, le Mexique reste un pays scandaleusement riche. À l'heure de la « quatrième transformation » ou 4T⁽²⁾, 258 000 personnes possèdent une fortune individuelle supérieure à 1 million de dollars, 15 d'entre elles figurant sur la liste Forbes des hommes les plus riches du monde. Dans le même temps, environ 100 millions de Mexicains, sur un total de 132 millions, souffrent d'un certain degré de pauvreté, ce qui laisse présager une fin de mandat mouvementée, malgré la popularité indéniable du Président.

Le dimanche 27 novembre 2022, AMLO a appelé à une marche pour sois-disant célébrer l'anniversaire de son arrivée au Palais national, le 1er décembre 2018. En fait, il souhaitait éclipser la marche de l'opposition du dimanche 13, où des centaines de milliers de citoyens avaient manifesté contre la tentative de placer l'Institut national électoral (INE) sous le contrôle du gouvernement. Au final, plus d'un million de personnes ont répondu à l'appel d'AMLO et de Morena⁽³⁾, le parti qu'il a fondé en 2011 pour accéder au pouvoir. Même si des bus et d'autres véhicules ont été financés par le gouvernement, une bonne partie des manifestants sont venus par conviction, ce qui a semblé une égalisation de la compétition.

Les peuples et les quartiers autochtones⁽⁴⁾ de la capitale se soulèvent

La fête a été de courte durée. À peine quatre jours plus tard, un grave conflit a éclaté, impliquant les peuples autochtones de la région métropolitaine. L'épicentre, San Gregorio Atlapulco, se trouve dans une localité au sud de la ville de Mexico (Ciudad de México, CDMX), sur ce qui était autrefois le lac Xochimilco, aujourd'hui largement desséché. Pendant des siècles, ce lac a approvisionné la ville en légumes, fruits et fleurs, grâce à la mé-

thode d'agriculture méso-américaine basée sur les zones humides et les jardins flottants appelés *chinampas*. Aujourd'hui, la zone occupée par Atlapulco – un nom qui, en nahuatl, signifie « lieu où l'eau voltige » – revêt encore une importance vitale, car c'est l'un des derniers endroits à conserver des zones humides, déclarées patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco et patrimoine agricole mondial par la FAO. Le problème est que la zone subit une grave dévastation écologique liée à la spéculation immobilière, ce que les *chinamperos* n'ont pas cessé de dénoncer.

Dans cette situation, le jeudi 1er décembre, les voisins ont remarqué que des employés de la mairie étaient en train de raccorder une vanne d'eau communale à une canalisation appartenant au système d'eau de la ville de Mexico (Sacmex), sous prétexte de réaliser des travaux d'assainissement du système de drainage. Immédiatement, une cinquantaine de personnes, principalement des femmes et des personnes âgées, les en ont empêchés. En réponse, le maire morenista de Xochimilco, José Carlos Acosta Ruiz, et la cheffe du gouvernement de la capitale, Claudia Sheinbaum – la favorite de Lopez Obrador pour les élections présidentielles de 2024 – ont envoyé 200 policiers antiémeutes armés de casques et de boucliers. Malgré cela, les habitants ont résisté et certains ont monté la garde toute la nuit. Le lendemain matin, les forces répressives les ont encerclés et battus, faisant une vingtaine de blessés. Acte II : les habitants ont bloqué les entrées du village avec des barricades de rondins et de pneus. « L'eau appartient au peuple et est pour le peuple » et « Nous refusons la violence et la répression de la 4T envers les peuples autochtones », lisait-on sur les banderoles. Pendant ce temps, l'indignation grandissait sur les réseaux sociaux et, depuis l'ouest du pays, le Conseil suprême indigène du Michoacán (CSIM) exprimait sa « solidarité totale » avec le mouvement.

Que se passait-il donc là ? Selon la Coordination des villes, quartiers autochtones et arrondissements de Xochimilco, sous le prétexte de réparer le système de drainage, le gouvernement de la capitale a cherché à extraire de l'eau pour les extensions résidentielles de la zone sud de la CDMX. Le 4, les habitants de San Pedro Atocpan, à Milpa Alta, une ville voisine célèbre pour la préparation de plats traditionnels, se sont joints à la lutte et ont installé leur campement sur la route d'Oaxtepec. Ils ont exigé, avec d'autres peuples autochtones de la capitale (à Tláhuac, Magdalena Contreras, Cuajimalpa et Tlalpan), l'annulation des consultations frauduleuses avec lesquelles le gouvernement de la capitale entend faire approuver un Programme général d'aménagement du territoire qui place 30 000 hectares supplémentaires de terres protégées dans le circuit du marché immobilier – ce qui, dans une ville aux dimensions déjà apocalyptiques (quelque 22 millions de personnes vivent dans la zone métropolitaine), constitue un crime contre la nature.

A ce stade, face au risque que la rébellion se généralise, le 9 décembre, Sheinbaum a annulé les travaux et reporté les consultations. Le mouvement social a remporté une victoire qui, même si elle est circonstancielle, indique qu'il existe encore un Mexique souterrain, capable de s'organiser et de résister, en marge des partis politiques.

Les habitants de San Gregorio Atlapulco, Xochimilco, s'opposent aux travaux de la Sacmex, décembre 2022.



1. « Vivre et en finir avec le mépris de la vie », sur le site *La voie du jaguar*, avril 2021.

2. Nom donné à la politique d'AMLO depuis son élection. Les trois précédentes transformations sont la guerre d'indépendance (1810-1821), la réforme laïque (1857-1860) et la révolution (1910-1920).

3. Mouvement de régénération nationale.

Rappelons, par ailleurs, que la gauche institutionnelle contrôle le gouvernement de la CDMX depuis un quart de siècle, mais pas tous les districts territoriaux (désormais appelés *alcaldías*) ; en effet, lors des dernières élections locales (2021), l'opposition en a remporté 9 sur les 16 qui composent la CDMX. Dans tous les cas, on constate une solide alliance entre les entreprises de construction et les administrations locales, qu'elles soient de gauche ou de droite, pour transformer la propriété des peuples en profits privés.

L'une des conséquences les plus graves de cette alliance est la surexploitation du sous-sol, qui génère à son tour des affaissements et des fissures dans le sol. C'est ce qui s'est passé, par exemple, avec Quiero Casa, l'une des principales entreprises du secteur. Lors de la construction d'un ensemble de trois tours comprenant près de 400 appartements au 215 de l'avenue Aztecas, à Pedregal de Santo Domingo, l'entreprise a perforé un aquifère, provoquant le déversement quotidien de 5 millions de litres d'eau dans les égouts pendant des mois. L'Assemblée des villes, quartiers, arrondissements et terrains de Coyoacán se bat depuis 2015 contre le projet, et elle a réussi à arrêter la construction pendant un certain temps, mais les travaux ont repris sous l'administration de Claudia Sheinbaum et, à l'heure actuelle, l'une des trois tours est déjà habitée.

La capitale : ville de droits ou ville de marchandises ?

Il s'est produit pire encore à Xoco – « lieu des fruits », en nahuatl –, une ancienne ville de la vallée du Mexique qui a été littéralement dévorée par la mairie de Benito Juárez, dirigée par le Parti d'action nationale de droite. Après quatorze ans de travaux et une longue histoire de contestations et de plaintes, le 22 septembre 2022, le promoteur Fibra Uno a inauguré au cœur de Xoco

un mégacomplexe ultramoderne de sept bâtiments au nom ronflant : Mítikah. Celui-ci, peut-on lire sur son site officiel, comprend des logements de luxe, des boutiques privées, des services et des espaces verts dans un seul lieu « intelligent ».

La réalité est tout autre. Avec ses 267 mètres de haut et ses 67 étages, la tour principale est un ghetto vertical qui actualise la vieille dystopie de Le Corbusier : supprimer les rues et entasser les humains dans des espaces consacrés à la circulation des marchandises. L'Assemblée citoyenne de la ville de Xoco, qui a lutté jusqu'au bout contre le projet, dénonce le fait que la réalisation de Mítikah a impliqué d'abattre des dizaines d'arbres et de démanteler le tissu social. Pour quoi faire ? Pour mettre à la place des centaines de milliers de tonnes de béton et une délirante machine à consommer qui avale des millions de litres d'eau, tandis que dans le voisinage on souffre du manque de ce liquide vital.

L'irrépressible enthousiasme des gouvernements de la capitale pour le béton – cette « arme de construction massive du capitalisme ⁽⁴⁾ » – fait déjà de multiples victimes. Car, s'il sert à construire, le béton peut servir à détruire immensément. Le 3 mai 2021, le tronçon aérien de la ligne 12 du métro, qui reliait le quartier de Tláhuac, au sud-est de la ville, au quartier de Mixcoac, s'est effondré à la station « Olivos ». Le bilan est de 26 morts, une centaine de blessés, et l'infrastructure n'est plus viable. Est-ce dû à un défaut d'origine ? A un manque d'entretien ? Ce qui est sûr, c'est que les travaux ont été réalisés en 2012 par un consortium composé d'Ingenieros Civiles y Asociados (ICA), d'Alstom et de Carso Infraestructura y Construcción (CICSA) – propriété du magnat Carlos Slim, l'un des hommes les plus fortunés de la planète –, en collaboration avec le gouvernement de la ville.

Le déroulé de l'incident, l'écroulement des structures en béton armé, rappelle une autre catastrophe causée par un colosse de béton : le pont Morandi à Gênes, en Italie, qui s'est effondré le 14 août 2018, faisant 46 morts. Dans le cas de Mexico, la tragédie implique trois administrations de la capitale : celle de Macello Ebrard (2006-2012), lui aussi moreniste et aspirant à la présidence, pour des défaillances dans la conception, la construction et la supervision de l'ouvrage ; mais aussi celles de Miguel Ángel Mancera (2012-2018) et de

Sheinbaum elle-même (de 2018 à ce jour) pour le manque d'entretien.

Dans le centre historique de Mexico, la situation n'est pas meilleure. À la suite de la pandémie, des immeubles entiers ont été abandonnés par des locataires qui n'étaient pas en mesure de payer des loyers de plus en plus chers. Aux cris de « Plus de gentrification ou il y aura une révolution » et « Des logements pour vivre, pas pour investir », les organisations de quartier ont manifesté à plusieurs reprises devant les bureaux du ministère du Développement urbain et du Logement (Seduvi). Malgré cela, Claudia Sheinbaum a signé, mercredi 26 octobre, un accord avec Airbnb, la plateforme numérique dédiée à la location de logements pour les touristes et les hommes d'affaires. L'objectif affiché est de promouvoir la ville comme la « capitale du tourisme créatif » et une destination pour les « nomades ou travailleurs du numérique ».

Le résultat, cependant, pourrait être très différent. Airbnb, pourtant née comme une plateforme d'économie collaborative, a été centralisée et transformée en une machine à dévorer les logements qui expulse les locataires et favorise la gentrification. Dans la CDMX, un seul intermédiaire Airbnb, appelé « Monsieur W », gère 358 appartements dans le centre-ville et dans des arrondissements branchés comme Condesa et Roma, en faisant de la publicité en anglais avec le slogan « Les hôtels sont ennuyeux ».

Il n'y a dans tout cela rien de surprenant. La violence, qu'elle soit directe ou indirecte, physique ou symbolique, est inhérente aux processus de production de l'espace capitaliste. Il est toutefois curieux que des dirigeants « de gauche » qui prétendent lutter pour la transformation de Mexico s'allient à des hommes d'affaires rapaces, en dissimulant leurs méfaits sous une rhétorique des droits humains et d'un supposé « développement vert », alors qu'ils font exactement le contraire en accélérant les inégalités et en détruisant l'environnement.

L'armée et ses affaires

L'un des principaux problèmes auxquels le Mexique est confronté est le rôle que tient l'armée dans la vie publique, malgré son bilan opaque et désastreux. Par exemple, entre le 23 mai 1962, où des dizaines de soldats ont assassiné le leader paysan Rubén Jaramillo et sa famille, et le 26 septembre

4. Anselm Jappe, *Béton* (L'Echappée, 2020).

Effondrement du métro aérien, 3 mai 2021.



2014, lorsque les 43 étudiants d'Ayotzinapa ont disparu, l'armée mexicaine a agi en suivant la doctrine de la contre-insurrection et la logique de l'ennemi intérieur. C'est, en d'autres termes, une armée entraînée à se battre contre son propre peuple. Une armée qui, en un peu plus d'un demi-siècle, s'est souillée avec des crimes contre l'humanité aussi graves que la tuerie du 2 octobre 1968, la guerre sale des années 70 et 80, et les massacres d'Agua Blanca et d'El Charco dans les années 90, entre autres. De plus, les militaires sont impliqués dans des affaires criminelles en association ou, parfois, en concurrence avec les cartels de la drogue, comme je l'ai souligné dans des articles précédents de *Courant alternatif*, écrits au printemps 2021 en collaboration avec Fabiana Medina⁽⁵⁾.

Rappelons qu'AMLO avait fait campagne pour la présidence avec le slogan « Des câlins, pas des balles », en promettant de mettre fin à la politique désastreuse consistant à employer l'armée dans les tâches de sécurité publique qu'avait introduite Felipe Calderón (2006-2012) et poursuivie Enrique Peña Nieto (2012-2018). Néanmoins, une fois élu Président, il a fait marche arrière et, affirmant que l'armée est la seule institution capable de lutter contre le crime organisé, il a proposé de créer une Garde nationale militarisée. Celle-ci a été mise en place en mai 2019, par le biais d'une réforme constitutionnelle qui a autorisé pendant cinq ans, jusqu'en 2024, le Président à faire appel aux forces armées (FFAA) en matière de sécurité publique. Toutefois, en octobre 2022, AMLO a mis en œuvre une autre réforme qui a prolongé le délai jusqu'en 2028.

Actuellement, la Garde nationale est principalement utilisée dans les opérations contre des migrants illégaux. Elle compte quelque 128 000 soldats et 239 casernes, disséminés dans tout le pays, ce qui accroît la militarisation, même si, lorsqu'on l'interroge à ce sujet, le Président répond que l'armée est « le peuple en uniforme ». Ces derniers jours, la maire Claudia Sheinbaum, plus royaliste que le roi, a donné à la corporation militaire 33 000 mètres carrés appartenant au Vivero Nezahualcóyotl, une zone de préservation et de conservation de l'équilibre écologique située dans la municipalité de Xochimilco, où sont produites environ 150 espèces de plantes.

Selon Amnesty International, entre

2020 et 2022, plus de 1 100 plaintes contre la Garde nationale ont été déposées auprès de la Commission nationale des droits humains. Il s'agit, entre autres, de disparitions forcées, de détentions arbitraires, d'assassinats et de torture. De manière significative, l'État qui enregistre le plus grand nombre de plaintes pour traitements cruels et inhumains concernant la Garde nationale est la CDMX.

Malgré, ou peut-être à cause, de la militarisation, il n'y a pas eu de progrès significatif dans la lutte contre le crime organisé. Bien au contraire, les cartels continuent de prospérer, notamment celui qui est connu sous le nom de Jalisco Nueva Generación, et qui s'est déjà implanté à l'échelle internationale. Et la violence ne s'arrête pas. Depuis le début de ce mandat présidentiel de six ans, quelque 130 000 homicides volontaires ont été enregistrés, soit plus que pendant les six années de mandat de Calderón. Dans le même temps, le nombre de personnes disparues a atteint 109 230 (de 1964 jusqu'au 19 décembre 2022), dont environ 32 000 entre 2019 et 2022, selon le Registre national des personnes disparues ou non localisées. En outre, les assassinats de maires et de dirigeants sociaux se poursuivent, ainsi que des massacres abominables comme celui d'Urique, dans la Sierra Tarahumara, où deux jésuites et un guide touristique ont été assassinés en juin par des tueurs à gages du cartel de Sinaloa. Le Mexique reste l'endroit le plus dangereux et le plus meurtrier pour les journalistes, en dehors des zones de guerre : 17 ont été tués rien qu'en 2022.

Le rôle prédominant de l'armée est non seulement dans les rues, mais aussi sur le terrain beaucoup plus rentable de l'économie. Sous le gouvernement de la 4T, les FFAA, c'est-à-dire le secrétariat de la Défense nationale (Sedena, qui comprend l'armée de terre et l'armée de l'air) et le secrétariat à la Marine (Semar), ont bénéficié d'énormes augmentations budgétaires. Alors que, la dernière année du gouvernement de Peña Nieto, les FFAA disposaient d'un budget d'environ 110 milliards de pesos, en 2022, donc quatre ans après le début de l'administration d'AMLO, ces ressources dépassaient déjà 204 milliards de pesos, soit presque le double. D'ici 2023, le budget prévu s'élève à plus de 267 mil-

liards de pesos, ce qui représente 4,5 % du total des dépenses nettes programmables, selon les chiffres officiels.

En outre, des dizaines de fonctions civiles ont été transférées à l'armée. Actuellement, les FFAA sont chargées de la construction et de l'administration des mégaprojets promus par le gouvernement de la 4T. Il s'agit notamment du nouvel aéroport international Felipe Ángeles de la CDMX, du train Maya, du corridor interocéanique Tehuantepec, de l'aéroport de Tulum, des casernes de la Garde nationale, de l'entreprise historique Mexicana de Aviación, des 2 700 succursales de la toute nouvelle Banco del Bienestar, ainsi que d'un grand nombre de travaux publics, d'autoroutes et de routes dans différentes régions du pays. Les FFAA gèrent également les douanes maritimes et terrestres, plusieurs aéroports (les plus récents étant ceux de Guaymas et de Ciudad Obregón), l'acheminement des ressources destinées aux programmes sociaux, la distribution de médicaments et de vaccins Covid-19, ainsi que la lutte contre le vol d'hydrocarbures (populairement appelé *huachicol*), entre autres activités.

Par conséquent, non seulement les FFAA gèrent un important budget public, mais elles génèrent également leurs propres ressources, ce qui en fait des acteurs économiques de premier ordre. Les travailleurs et les employeurs des secteurs concernés devront désormais négocier avec du personnel armé et en uniforme, ce qui a des implications juridiques et professionnelles. Jusqu'à présent, on connaissait le keynésianisme militaire, c'est-à-dire l'augmentation des dépenses militaires pour stimuler l'économie comme le pratiquent, par exemple, les États-Unis dans leurs guerres. Mais ici, nous sommes confrontés au phénomène inverse : l'armée mexicaine prend le contrôle de secteurs stratégiques de l'économie

5. Ces articles ont été rassemblés dans le livre *A quel moment le Mexique a-t-il été foutu ?* (Acratie, 2021).

Le centre commercial Mitikah.



nationale. Quel sera son impact ? Probablement un nouveau tournant autoritaire et une corruption sans précédent, bien que le phénomène commence à peine à être étudié. Ce qui est certain, c'est qu'AMLO va laisser un héritage empoisonné, car il est difficile de croire que l'armée renoncera à ses nouveaux pouvoirs.

Cette alliance apparemment inébranlable entre le gouvernement de la 4T et les forces armées explique l'impasse dans laquelle se trouvent les enquêtes sur la localisation des 43 étudiants d'Ayotzina-pa, 99 mois après le crime d'Iguala (26 septembre 2014). La publication, le 18 août 2022, du rapport officiel de la Commission pour la vérité et l'accès à la justice (Covaj), promue par AMLO et présidée par Alejandro Encinas – un combattant social respecté venu du défunt Parti communiste –, avait réduit en miettes la prétendue « vérité historique » de Peña Nieto qui cherchait à associer les étudiants au trafic de drogue. L'enquête a prouvé qu'il n'y avait rien de tel, et que

16 concernant des militaires.

Image

La liste Forbes des hommes les plus riches du monde, la rhétorique populiste du Président mexicain, les barricades de Xochimilco, la tour Mítikah et les affaires de l'armée – de quoi tout cela nous parle-t-il ? D'un désastre. Comme en Europe, où les partis de gauche soutiennent les intérêts du capital financier, le gouvernement de la 4T vit de la tromperie. Le Président ne manque pas une occasion de dire que l'ère néolibérale est derrière lui, mais son secrétaire à l'Agriculture est Víctor Villalobos Arámbula, un ancien employé de Monsanto qui s'oppose à la défense du maïs indigène et fait obstacle à la lutte pour l'interdiction de l'utilisation de pesticides et d'herbicides comme le glyphosate. Les enfants gâtés de la 4T dans le domaine de l'éducation, les Universités sociales Benito Juárez (UBBJ), souffrent de l'instabilité de l'emploi, de la réduction des salaires de leurs personnels, du harcèlement et des mauvais traitements. Quand on l'interroge, sa directrice générale Raquel Sosa Elízaga – proche collaboratrice d'AMLO depuis des décennies – répond que les enseignants sous contrat ne sont pas des travailleurs, mais des bénéficiaires de programmes sociaux, et qu'ils n'ont donc aucune raison de jouir de droits syndicaux, ce qui ressemble à la politique du travail de la multinationale Wal-Mart, qui exploite ses employés, mais les traite comme des « associés ».

Dans ce climat de tension, les partisans du gouvernement défendent la « transformation » obradoriste comme étant une révolution sociale et culturelle, en accusant ses détracteurs d'aller à la dérive, de se focaliser sur des sujets hors contexte et sur des trébuchements momentanés. Certains vont bien plus loin. Ils prétendent que critiquer la 4T, c'est se vendre à la droite traditionaliste ou, pire, à la droite patronale – laquelle, il faut le dire, considère AMLO comme un dangereux communiste et rêve de le renverser, mais ignore que les coups d'État sont montés par les militaires et que, comme nous l'avons vu, l'armée est la chouchoute du gouvernement. En outre, l'opposition parlementaire n'est pas crédible, parce qu'elle est composée des mêmes partis politiques et personnages usés qui ont été balayés en 2018. Le pronostic est donc facile : Morena gagnera les élections de 2024 ; mais son avenir est extrêmement fragile, car ce qui le tient, c'est le leadership populiste et autoritaire d'AMLO, et il n'y a personne en vue pour le remplacer.

Pour finir, je veux évoquer ce qui s'est



Manifestation contre l'ouverture de Mítikah.

passé le 21 novembre 2022, car cela nous offre une image révélatrice. Ce jour-là, c'était le centenaire de l'assassinat de Ricardo Flores Magón, dans la prison de Leavenworth aux États-Unis. Ricardo a consacré sa vie à la lutte contre tous les pouvoirs et était anarchiste. Par conséquent, il a été persécuté, non seulement par le dictateur Porfirio Díaz, mais aussi par le démocrate Francisco I. Madero – lequel est, avec un autre persécuteur d'anarchistes, Benito Juárez, l'un des inspirateurs de la 4T. Malgré cela, Andrés Manuel Lopez Obrador a trahi la mémoire en déclarant 2022 comme l'année de Flores Magón, et il lui a rendu un hommage pompeux au Palais national. La photo officielle montre, parmi d'autres membres de son cabinet, le secrétaire à la Défense Luis Crescencio Sandoval. Pendant ce temps, sept prisonniers politiques autochtones d'Eloxochitlán, dans l'État d'Oaxaca, la ville où Ricardo et ses frères sont nés, restent emprisonnés pour avoir lutté contre l'autorité et en faveur de l'autonomie. C'est ainsi que les choses se présentent, dans le Mexique de la 4T.

Claudio Albertani
Ville de Mexico, 20 décembre 2022
(traduit de l'espagnol par Vanina)



AMLO annonce que 2022 est l'année de Ricardo Flores Magón, « précurseur de la révolution mexicaine ».

les étudiants avaient disparu et probablement été tués par des criminels travaillant avec la police et l'armée.

83 mandats d'arrêt avaient été émis à l'encontre de la police, des autorités de l'État de Guerrero et de plusieurs militaires – dont le général José Rodríguez Pérez, commandant du 27e bataillon d'infanterie basé à Iguala au moment des faits. Il s'agissait d'un pas important vers la clarification des faits ; toutefois, le processus judiciaire s'est grippé en raison de la pression exercée par l'armée. Cela a récemment été mis en lumière grâce aux informations qu'a fait fuiter un groupe de hackers connu sous le nom de « Guacamaya », après avoir pénétré dans les systèmes informatiques de la Sedena. En outre, le procureur Omar Gómez Trejo, qui jouissait de la confiance des parents des étudiants, a été « démissionné », et 21 mandats d'arrêt ont été retirés, dont